

SECTEUR AUTOMOBILE

Certainement pas une voie de garage !

Un parc automobile de 5,5 millions de véhicules, 500 000 immatriculations de nouveaux véhicules chaque année : le dynamisme du secteur de l'automobile en Belgique n'est plus à démontrer. Si celui-ci est un grand pourvoyeur d'emploi, il peine pourtant à trouver de la main-d'œuvre qualifiée.

Photo: Institut Cardinal Mercier Schaerbeek



À l'occasion de l'inauguration de nouvelles classes-ateliers, l'Institut Cardinal Mercier à Schaerbeek avait organisé une vaste table ronde sur l'avenir du secteur automobile à Bruxelles.

C'est ce qu'explique **Éric CORTOIS**, directeur des garages D'Ieteren Cars à Bruxelles, lors d'un débat organisé par l'Institut Cardinal Mercier de Schaerbeek sur les principaux enjeux du secteur de l'automobile à Bruxelles. « Nous avons des candidats dont nous devons parfois nous séparer après 5 ou 6 mois, car ils ne présentent pas une capacité à évoluer et à s'adapter », poursuit-il.

À la FEBIAC (Fédération belge de l'automobile et du cycle), on constate que bon nombre de professions du secteur font désormais partie de la liste des métiers en pénurie. « D'après une étude que nous avons réalisée il y a 2 ans, il y avait, en 2013, 500 postes non pourvus dans nos métiers. Si rien ne devait changer, ce chiffre pourrait grimper à 2000 », estime **Thierry van KAN**, le président de la FEBIAC.

Anne-Françoise DELEIXHE, directrice du Service diocésain de l'Enseignement secondaire et supérieur (Bruxelles-Brabant wallon), note qu'en 2014, 109 élèves sont sortis des options liées à la mécanique et à l'automobile. « Or, Actiris, qui ne globalise pas à lui seul toutes les offres d'emploi, en répertoriait déjà 150... »

(IN)FORMER

« Il est essentiel d'informer largement tant les élèves que leurs parents, enchaîne **Éric DAUBIE**, Secrétaire général de la Fédération de l'Enseignement secondaire catholique. Notre enseignement ne reconnaît pas suffisamment l'ensemble des mérites de la formation technique et professionnelle. »

Pour attirer plus des jeunes, il faut que les ateliers de formation soient plus

proches de la réalité du secteur automobile en entreprise, estime **Denis GRIMBERGHS**, président du Pouvoir organisateur Institut Cardinal Mercier, qui vient d'inaugurer un garage didactique : « Si on veut attirer un public plus nombreux, il faut aussi que les espaces soient agréables. »

Pour **E. DAUBIE**, « L'enseignement doit évidemment être à la pointe de ce qui est attendu par le marché de l'emploi. Nous nous employons d'ailleurs à redéfinir les métiers de manière à ce que les profils de formation correspondent au mieux aux réalités d'aujourd'hui. »

Dans l'enseignement de promotion sociale, on a revu l'ensemble des référentiels lors du démarrage du système de certification par unité dans l'enseignement secondaire : « Un adulte qui aurait, par exemple, engrangé 2 ou 3 unités d'acquis d'apprentissage dans le secondaire sans avoir terminé son cursus pourrait très bien le reprendre là où il l'a arrêté, sans devoir tout recommencer » précise **Stéphane HEUGENS**, Secrétaire général de la Fédération de l'Enseignement de promotion sociale catholique.

S'ADAPTER

Comme d'autres secteurs, celui de l'automobile est confronté à des évolutions technologiques constantes. « Nous sommes à l'ère de la voiture connectée et autonome. La demande va aussi de plus en plus vers des véhicules moins polluants et de plus en plus légers », explique **Floriane de KERCHOVE**, directrice d'AGORIA Bruxelles, la Fédération de l'industrie technologique.

Pour répondre aux défis que ces évolutions supposent, en termes de formation notamment, école et entreprise doivent plus que jamais travailler ensemble¹. « Donner aux entreprises la responsabilité finale de la formation des jeunes est certes à éviter, mais isoler complètement l'école des réalités du monde économique est tout autant à proscrire », insiste **Bernadette DEVILLÉ**, ancienne directrice d'une école secondaire industrielle, actuellement conseillère au cabinet de la ministre de l'Éducation **Joëlle MILQUET**. « C'est par un travail constant multipliant les contacts, les stages et, au bout de la chaîne, un emploi ou des études supérieures que l'on y arrivera », conclut-elle. ■

CONRAD VAN DE WERVE

1. Lire aussi à ce sujet le travail mené par la Fondation pour l'enseignement dans le n°81 (sept. 2013), p. 4, dans le n°90 (juin 2014), p. 4, et dans le n°95 (janv. 2015), p. 5